

La tentative d'une industrie européenne de défense

L'Europe est la prochaine étape

De 1993 à 1997, aux Etats-Unis, sous l'impulsion de l'administration et spécialement du secrétaire à la défense de l'époque, William Perry, se déroule le colossal processus de restructuration et de concentration de l'industrie d'armement qui va aboutir à la naissance des trois groupes dominants : Lockheed-Martin, Boeing et Raytheon. Dans ce meccano à l'échelle du continent, cinq des quinze premiers fournisseurs du pentagone en 1992 vont disparaître, fusionnés, absorbés ou démantelés : c'est le cas de McDonnell Douglas, premier fournisseur et fabricant d'avions mythiques, mais aussi de Martin-Marietta (10^{ème}), de Grumman (12^{ème}), de Loral (14^{ème}) de Rockwell (15^{ème}), sans compter les activités militaires absorbées pendant ces années : LTV, Unisys, Vought, Westinghouse, Magnavox, E-Systems, Texas Instruments, Teledyne, etc.¹ La position des firmes par rapport au pentagone est bouleversée : Lockheed-Martin devenu premier fournisseur en 1997 n'était que 6^{ème} en 1990, Boeing, au second rang n'était que 11^{ème} et Northrop-Grumman 3^{ème} en 1997 n'était que 26^{ème} en 1990. A l'issue de ce mouvement de fond, l'industrie américaine d'armement se présente sous une forme plus ramassée, avec des groupes leaders d'une taille mondiale et avec un objectif clairement exposé: "L'Europe est la prochaine étape", déclare à l'été 1997² Norman Augustine, ancien PDG de Martin-Marietta et l'un des principaux artisans de ces fusions. Cet objectif a même été exposé sous une forme plus provocante par un des experts américains Ethan Kapstein, préconisant dès 1994 un monopole américain du commerce mondial des armes.³

¹ On trouvera une présentation détaillée dans : Jean-Paul HEBERT et Laurence NARDON, « Concentration des industries d'armement américaines : modèle ou menace ? », *Cahier d'Etudes stratégiques*, N°23, juin 1999.

² Interview au journal *Les Echos*, 19 juin 1997.

³ Voir son article : Ethan B. Kapstein, "America's Arms Trade Monopoly. Lagging Sales will Starve Lesser Suppliers", *Foreign Affairs*, Mai-juin 1994, Vol.73, N°3, pages 13-19.

De fait à ce moment, la perspective d'une industrie européenne de l'armement conservant des capacités autonomes apparaît comme problématique, étant donné la dispersion des producteurs et les politiques nationales suivies par chacun des acteurs européens. Certes, des évolutions ont commencé à se faire : Depuis 1992, Eurocopter rassemble les activités hélicoptères de l'Aérospatiale et de Dasa, des coentreprises⁴ se créent : Matra-Marconi Space, Matra-Baé Dynamics, Thomson-Marconi Sonar, Thomson-Dasa Armament; le statut des firmes a commencé à évoluer : en France, les arsenaux terrestres sont sortis du giron de la DGA pour se transformer en entreprise, GIAT Industries. Dans les pays européens, le processus de privatisation du secteur de l'armement qui avait été si fortement lancé en Grande-Bretagne dans les années quatre-vingt commence à s'étendre à d'autres pays, au moins comme proposition de réforme : c'est le cas notamment en France, en Espagne, en Italie, en Suède, en Autriche, en Grèce; de plus, des prises de contrôle, essentiellement dans le cadre national et un début de concentration ont commencé à se faire jour : c'est très net en Allemagne où Dasa (groupe Daimler Benz) fédère environ les deux tiers de l'industrie d'armement, mais cela s'observe aussi en Belgique ou aux Pays-Bas, ou bien, dans des conditions différents, en Grande-Bretagne.

Néanmoins, si ces évolutions ne sont pas négligeables, elles sont loin en 1997-1998 d'avoir donné aux firmes européennes d'armement une taille qui leur permette de supporter la concurrence avec leurs homologues d'outre-atlantique.

Les difficultés de la période 1995-1997.

Pendant que les Etats-Unis évoluent à grande vitesse, certains facteurs de freinage apparaissent en Europe. Plus précisément, la relation franco-allemande qui était majeure dans le processus d'eupéanisation subit en 1995-1997 une série de contraintes néfastes : la décision française de reprise des essais nucléaires à l'été 1995 est considérée outre-rhin comme une décision solitaire. Ce cavalier seul va être encore plus net avec le discours de février 1996 où Jacques Chirac annonce la fin de la

⁴ Joint-venture en anglais.

conscriptio en France. On sait que le sujet est extrêmement sensible en Allemagne. Or cette annonce n'a pas été vraiment préparée avec les autorités allemandes qui s'en émeuvent. De plus dans cette période, les négociations entre Framatome et Siemens sur les activités nucléaires civiles sont dans l'impasse et surtout, dans le secteur de l'armement, les négociations très importantes qui avaient été entreprises entre Dasa et aérospatiale piétinent puis capotent. Pourtant il ne s'agissait rien de moins que de fusionner les activités missiles d'une part et spatiales d'autre part des deux firmes. Un certain isolement des firmes françaises devient alors manifeste surtout quand en 1996 le gouvernement Juppé échoue à mettre en œuvre la privatisation du groupe Thomson, dont il voudrait céder la partie électronique grand public pour un franc symbolique au conglomérat coréen Daewoo et passer la partie électronique de défense (Thomson-CSF) sous le contrôle de Matra.

Mais à coté de ces blocages, des évolutions significatives commencent à se produire qu'il s'agisse de concentrations nationales comme le rapprochement dans les blindés britanniques entre les firmes Alvis et GKN ou comme la fusion Thyssen Krupp en Allemagne ou qu'il s'agisse d'opérations transnationales comme la coentreprise d'électronique de défense créée par le britannique GEC-Marconi et l'italien Alenia en 1998, Alenia Marconi Systems (AMS)⁵ ou la société italo-britannique d'hélicoptères résultant de la fusion des activités d'Agusta (groupe Finmeccanica) et de Westland (groupe GKN), Agusta-Westland. Dans le même mouvement, il faut noter l'entrée du groupe British Aerospace⁶ au capital du suédois Saab . le groupe anglais prend 35% du capital du constructeur de l'avion de combat Gripen. On remarque encore des opérations comme la prise de contrôle du constructeur de blindés suédois Hägglunds par le britannique Alvis et surtout la sortie du groupe allemand Siemens du secteur militaire avec la revente de son électronique de défense, acquise lors de l'OPA conjointe GEC-Siemens sur le britannique Plessey en 1987, au tandem Dasa - British Aerospace.

Ces évolutions ne sont pas négligeables et créent un environnement nouveau qui va influencer sur les décisions françaises, d'autant plus que le changement de

⁵ Les échos, 2 avril 1998

⁶ qui deviendra BAe Systems en 1999

gouvernement de 1997 relance la question des alliances. Le gouvernement Jospin en effet choisit de construire la privatisation (l'ouverture du capital) de Thomson sur la base d'une alliance avec Alcatel et Dassault. Ce qui se réalise rapidement. Et en juillet 1998, c'est l'annonce surprise de la fusion Aérospatiale / Matra hautes Technologies. Ceci lève un obstacle majeur aux rapprochements européens qui était le refus allemand de fusionner avec une entreprise dont l'actionnaire unique était l'Etat. et crée les conditions d'une fusion européenne conforme aux intentions exprimées dans la déclaration tripartite du 9 décembre 1997 sur l'unification de l'aéronautique européenne. On peut ajouter que cette année est celle où disparaissent un certain nombre de firmes historiques de l'armement français : la SAT est absorbée par sa maison mère, la Sagem. De même la société européenne de propulsion (SEP) est absorbée par la Snecma. La compagnie des signaux sort du secteur en revendant son activité à Matra. Dassault Electronique dans le montage Alcatel / Thomson-csf / Dassault est fondu dans l'ensemble Thomson-CSF Detexis et disparaît donc également. L'ensemble de ces mouvements préludent à des transformations plus fondamentales encore à un moment où les médias anglo-saxons insistent sur l'imminence d'une fusion Dasa / british Aerospace qui laisserait les firmes françaises isolées dans un cadre national.

1999 : la naissance de l'Europe de l'armement

C'est l'année 1999 qui va être l'année de naissance d'une Europe de l'armement.⁷

En janvier c'est l'annonce de la reprise par British Aerospace de l'électronique de défense de GEC-Marconi (filialisée dans Marconi Electronics Systems). C'est une suite logique de la décision de GEC de séparer ses activités défense et ses activités civiles. Ceci met fin brutalement aux négociations entamées avec Dasa. Cette opération de 12.7 milliards de dollars est la deuxième plus importante de toutes les fusions du secteur aéronautique-défense, après la reprise de MacDonnell Douglas par

⁷ voir Jean-Paul Hébert, « Naissance de l'Europe de l'armement », *Cahier d'Etudes stratégiques*, N°27, juin 2000

Boeing en 1997 (13.3 milliards de dollars⁸) et crée un groupe de 100 000 salariés employés dans neuf pays (dont 70 000 en Grande-Bretagne, 16 700 aux Etats-Unis, 6 800 en suède et 5 400 en Arabie saoudite)⁹ qui sera le troisième groupe mondial en matière de construction aéronautique mais le deuxième groupe en matière de production d'armement (avec un chiffre d'affaires dans ce domaine plus élevé que celui de Boeing)¹⁰

Ce regroupement britannique ne tarde pas à accélérer le mouvement européen et en juin 1999 DaimlerChrysler Aerospace AG (Dasa) et le groupe d'aéronautique espagnol Casa annoncent qu'ils ont décidé de fusionner leurs actifs, ce qui constitue la première création d'une société transnationale en Europe dans ce secteur, si l'on prend en compte que Eurocopter est une alliance limitée à une activité précise.

Mais cette décision va elle-même être rapidement dépassée avec la signature en octobre 1999 à Strasbourg de l'accord pour la création d'EADS par fusion d'aérospatiale Matra et de DaimlerChrysler Aerospace (Dasa) en présence du chancelier allemand et du premier ministre français. Ceci marque la naissance du troisième groupe mondial de l'aéronautique (20 milliards de dollars de chiffre d'affaires total), derrière bien sûr Boeing (56 Milliards de dollars de chiffre d'affaires) et Lockheed-Martin (26 Milliards de dollars de chiffre d'affaires) mais devant BAé-Marconi (19 milliards de dollars) et Raytheon-Hughes (18,5 Milliards de dollars).

Ces décisions majeures s'accompagnent de la naissance d'Astrium, dans le spatial, et de MBDA dans les missiles (élargissement de Matra Bae Dynamics à Alenia Marconi Systems et à l'activité missile héritée d'aérospatiale). Airbus se transforme de GIE en société intégrée, Eurocopter simplifie également ses structures. Des programmes phares sont lancés : l'avion civil gros porteur A380, l'avion de transport

⁸ la reprise de Martin-Marietta par Lockheed en 1995 ne pesait "que" 9 milliards de dollars, celle de Loral par Lockheed-Martin en 1996 ou la fusion Raytheon-Hughes en 1997 ne représentaient "que" 9,5 milliards de dollars

⁹ AFP, 30 novembre 1999

¹⁰ source : *Air & Cosmos* 22 janvier 1999

militaire européen A400M, le missile Meteor, malgré la très forte pression américaine, l'hélicoptère NH 90.

Si on ajoute encore que Thomson-CSF, obtenant le droit d'acquérir l'électronicien britannique Racal, devient le deuxième fournisseur militaire du Royaume-Uni (et marque cette mutation en changeant de nom pour s'appeler Thales), on voit se mettre en place les trois entreprises européennes dominantes du secteur de l'armement.

Cette période marque incontestablement un changement de nature dans le système européen de production d'armement et constitue bien le début d'une européanisation industrielle, condition nécessaire d'une autonomie stratégique par rapport aux Etats-Unis. Pour autant toutes les difficultés n'ont pas disparues.

Les défis à relever :

L'objectif américain de nouer des alliances capitalistiques, qui auraient forcément été déséquilibrées quand les firmes européennes étaient dispersées, a été battu en brèche avec la restructuration des firmes européennes des années 1999-2000. L'enjeu de cette restructuration était celui de la survie d'industries européennes autonomes. Ce premier niveau de difficultés a été franchi, mais c'est pour entrer dans un deuxième niveau où se combinent différents ordres de problèmes :

Adapter la relation Etats- firmes aux nouvelles conditions économiques.

Les fusions réalisées ne sont qu'une première étape. Au-delà de l'aspect juridique, il faudra ensuite réussir la fusion de cultures nationales différentes et de cultures d'entreprises dissemblables. La fusion Aérospatiale-Matra montre que ce dernier point n'est pas si simple.

Il va de plus falloir mettre en place des relations Etats-Firmes de nature différente :

Il va se créer des positions de monopole (au « mieux » de duopole) pour la presque totalité des productions majeures d'armement. Ceci posera des problèmes de

prix, mais aussi des problèmes de dépendance inverse des États vis-à-vis du producteur européen concerné.

De plus, le développement de la logique financière et le culte de la « valeur pour l'actionnaire » risquent de faire naître des problèmes nouveaux de pérennité des firmes et de sécurité.

Enfin, la distance qui s'est créée entre les firmes et l'État a des aspects ambigus. Par certains aspects, elle n'est pas aussi critiquable qu'on pourrait le penser. Paradoxalement, l'absence de distinction entre l'État et les producteurs d'armement dans le cas des arsenaux avait abouti à limiter la liberté de manœuvre politique de l'État. En ce sens, le mouvement actuel qui distingue mieux les responsabilités de l'État et celles des producteurs n'est pas aussi unilatéralement négatif qu'on l'écrit parfois. En revanche, il est clair que cette distanciation fait naître des difficultés nouvelles et qu'en particulier, les entreprises ne seront plus à la disposition de l'État comme elle pouvait l'être auparavant, comme en témoigne la dureté des négociations à propos du missile M51 (fleur de force pourtant de la Dissuasion) depuis que les gestionnaires de Matra sont passés aux commandes chez Aérospatiale-Matra, les conditions du contrat n'étant pas jugées par ceux-ci comme « compatibles avec les objectifs de rentabilité du capital investi », langage tout à fait nouveau dans les relations État-producteurs d'armement en France.

Elargir l'eupéanisation aux secteurs classiques

L'eupéanisation a avancé avec EADS, Astrium, MBDA, BAe Systems, Thales, mais ceci concerne essentiellement l'ensemble aéronautique / espace électronique. Certes c'est là le domaine majeur de la production d'armement. mais il faut se préoccuper des autres secteurs, notamment de l'armement terrestre et naval.

Or on peut observer dans ces secteurs classiques une stratégie de contournement des Etats-Unis qui ont dans ces dernières années réalisé plusieurs acquisitions majeures : General Dynamics a ainsi pris le contrôle de l'espagnol Santa Barbara (alors même que celle-ci avait des accords de production sous licence avec l'allemand Krauss-Maffei) après avoir fait de même pour l'autrichien Steyr en 1998, General

Motors a pris le contrôle du suisse Mowag, United Defense (du groupe américain Carlyle, lié aux services fédéraux) a pris le contrôle de la filiale Bofors Weapons Systems du groupe suédois. De plus, Le groupe Siemens veut se défaire de sa participation de 49% dans Krauss-Maffei-Wegmann et a reçu en ce sens des propositions de General Dynamics et de United Defense. Des questions du même ordre se posent pour les chantiers navals puisque le chantier allemand HDW a vu au premier trimestre 2002 la majorité de son capital repris par un fonds d'investissement américain supposé agir pour le compte de General Dynamics ou de Northrop Grumman, HDW avait d'ailleurs reçu la proposition de construire pour le compte des Etats-Unis les sous-marins classiques commandés par Taiwan.

Ces incrustations américaines rendront évidemment plus difficiles la réalisation d'une européanisation dans ces secteurs traditionnels de l'armement.

Construire un équilibre transatlantique.

Dans l'affrontement économique-stratégique qui oppose les Etats-Unis et l'Europe, les États-Unis ont développé toute une panoplie de moyens de « concurrence oblique » : polémique sur les avances remboursables, sur le niveau technologique supposé en retard des productions européennes, accusation de volonté protectionniste (avec le concept ressassé à l'envi outre-atlantique de « forteresse Europe »), pressions politiques et diplomatiques sur les clients sous influence, développement d'un discours sur les transparence supposée être moins grande en Europe qu'aux États-Unis, modifications unilatérales de règles aéronautiques au profit de Boeing, cadeaux fiscaux aux entreprises américaines avec le systèmes des FSC¹¹ etc..

Mais l'administration américaine a aussi lancé un certain nombre d'initiatives qui peuvent être lues comme des « initiatives de dissociation » de l'Europe.

C'est bien sur le cas du programme de défense antimissile ou de l'initiative de coopération sur la défense (DCI), dans laquelle le traitement différencié des pays

¹¹ pour lequel les États-Unis ont finalement été condamnés par l'OMC sur plainte de l'Union européenne.

européens vise clairement à enfoncer un coin entre la Grande-Bretagne et les autres grands européens. Mais plus visiblement encore le cas avec le programme d'avion de combat F-35 (ex-JSF), dans lequel outre la Grande-Bretagne déjà engagée à hauteur de 2 milliards de dollars, on trouve l'Italie (1 milliard de dollars), les Pays-Bas (0,8), le Danemark (150 millions de dollars) et la Norvège (120 millions de dollars).

Dans une période où les pays européens peinent de manière inquiétante à finaliser le programme d'avion de transport militaire, il est particulièrement préoccupant de constater que le vieux continent apportera quatre milliards de dollars de crédits à la réalisation d'un avion concurrent de ses propres productions. D'autant que après la pause relative de la période 1998-2000, les rapprochements d'entreprises ont repris aux Etats-Unis avec principalement la remontée de Northrop Grumman mais aussi de General Dynamics qui élargit le groupe des principaux fournisseurs de la défense :

Norhtrop Grumman numéro deux

Norhtrop Grumman, qui avait déjà pris le contrôle de Litton industries et des chantiers navals Newport News Shipbuiliding s'est finalement adjugé l'équipementier TRW après une OPA d'abord hostile où Norhtrop Grumman a plusieurs remonté son offre : De 47\$ l'action en mars¹² (environ 5,6 milliards de dollars au total) l'offre a été réévaluée en mai puis en juin et finalement en juillet pour aboutir à 7,8 milliards de dollars (plus la reprise de la dette d'environ 5 milliards de dollars)

Entretemps TRW a revendu sa division aéronautique (ex lucas Aerospace) à Goodrich pour 1,5 milliards de dollars¹³. Cette division avec 1.1 milliards de dollars de chiffre d'affaires était la plus petite des quatre divisions de TRW

L'accord final prévoit que Northrop Grumman revendra la division automobile de TRW (62% du chiffre d'affaires soit 10 milliards de dollars sur 16.4) pour garder les activités systèmes de défense antimissiles, satellites de défense, lasers à haute énergie. Northrop Grumman devient le n°2 de la défense aux Etats-Unis avec 123000

¹² les échos 5 mars 2002

¹³ les échos 20 juin 2002

personnes et un chiffre d'affaires de plus de 26 milliards de dollars¹⁴, Non sans que cette progression ne suscite des craintes¹⁵

Le retour de General Dynamics

Après la stratégie de concentration sur les métiers de base des années quatre vingt et quatre vingt dix où General Dynamics avait cédé une grande partie de ses activités (avions, missiles, électronique), le Retour se fait à l'occasion de l'Acquisition de Gulfstream en 98 pour 4.8 milliards de dollars dont le groupe peut maintenant proposer un certain nombre de versions militarisées d'avions de surveillance. General Dynamics a également réussi la Reprise de la division communications de défense de GTE en 99 pour 1.1 milliard de dollars¹⁶ ainsi que les Reprises de Steyr en Autriche et Santa Barbara en Espagne. General Dynamics est clairement engagé dans les grandes manœuvres en Europe. Le groupe affiche une bonne santé financière avec un retour sur investissement de 20.9% contre 7.5 pour Northrop et 4.6 pour Raytheon

L'unilatéralisme et la course pour l'hégémonie

Les conditions de la compétition pour la suprématie militaire ont changé et les Etats-Unis ont commencé à transformer radicalement leurs conceptions et leurs moyens de défense et de sécurité. Ils vont réduire leur arsenal stratégique à un niveau situé entre 1700 à 2200 têtes nucléaires dans les dix prochaines années contre 7000 actuellement, comme l'a annoncé en novembre 2001 le président américain à l'issue d'une rencontre à Washington avec son homologue russe Vladimir Poutine.¹⁷

Ils ont mené en Afghanistan une guerre très différente de celle menée dix ans plus tôt contre l'Irak, en particulier dans le type d'armement employé et les coûts correspondant :

¹⁴ Les Échos 2 juillet 2002

¹⁵ TTU 11 juillet 2002

¹⁶ Air & Cosmos 22 mars 2002

¹⁷ *La tribune* 14 novembre 2001

Pour la guerre du Golfe, un calcul du coût des armes utilisées en 1991 par les différents corps d'armes américains avait été effectué peu après la guerre. 174 missiles air-air AIM-7M Sparrow et AIM-9M Sidewinder avaient été tirés, coûtant au total 25 933 200 dollars. Les avions d'attaque avaient largué 210 004 bombes classiques, allant de la Mk82 de 2.000 livres jusqu'à la CBU-78 Gator, sans compter les 9 342 bombes guidées, d'un coût total de 730 149 471 dollars. Les 2 039 missiles antiradar AGM-45 et AGM-88 avaient quant à eux été facturés 510 919 000 dollars.¹⁸ En comparaison, les estimations du coût de l'intervention des forces américaines en Afghanistan sont de l'ordre de un milliard de dollars par mois. En effet, les armes sophistiquées sont particulièrement dispendieuses : Le coût des sorties des chasseurs F-14 et F-18 est estimé à 5 000 dollars de l'heure, celui du bombardier B-2 à 10 000 dollars. Les missiles de croisières Tomahawk qui sont utilisés coûtent un million de dollars l'exemplaire.¹⁹ Il s'agit d'une guerre menée avec le dernier degré de la technologie et qui fait passer la guerre du golfe, non pas pour la première de l'après guerre froide mais pour la dernière de la période précédente.

Cette nouvelle politique américaine se caractérise par l'unilatéralisme et une certaine morgue vis-à-vis des alliés européens qu'exprimait très clairement, dans une interview au journal le monde, Richard Perle, ancien sous-secrétaire à la défense de Ronald Reagan :

Nous sommes actuellement à un moment très critique des relations transatlantiques. L'Europe doit prendre des décisions cruciales si elle veut que nous restions impliqués dans sa défense. Nous sommes inquiets de la faiblesse des dépenses militaires et des capacités réelles de défense de l'Europe . /.../ Nous allons nous doter d'un bouclier anti-missiles, que cela vous plaise ou pas. Il y a deux manières de le faire : en coopération étroite avec nos alliés ou bien, si vous n'en voulez pas, vous pouvez aller au diable et nous le ferons sans vous ! /.../ La France a toujours été l'allié le plus difficile et elle l'est encore plus aujourd'hui. La France n'est pas la seule mais c'est elle qui nous donne le

¹⁸ Air & Cosmos 21 décembre 2001

¹⁹ Air & Cosmos 1^{er} novembre 2001

*plus d'inquiétude et qui joue actuellement le rôle d'agent provocateur. Sous sa conduite, l'Europe veut investir dans des systèmes de défense identiques aux nôtres, comme les satellites espions, même si ça vous coûte plus cher pour un produit inférieur, car nous dépensons beaucoup plus que vous ; la qualité de ce que l'on a, dépend de ce que l'on paie ! J'espère que les choses ne vont pas se dégrader, mais je note des signes inquiétants.*²⁰

De fait, l'année 2001 a vu les Etats-Unis faire cavalier seul sur tout un ensemble de décisions ou de négociations touchant à la défense, qu'il s'agisse des armes nucléaires, du renseignement des armes bactériologiques des armes légères ou des mines anti-personnel.

En ce qui concerne les **armes nucléaires**, un certain nombre de signaux ont été envoyés sur le thème de la nécessité technique de reprendre les essais.²¹ L'argument principal est que l'âge moyen de l'arsenal nucléaire américain est de treize ans et que ces armes donneraient actuellement « *des signes de détérioration de plus en plus évidents* », personne n'étant en mesure de prédire comment elles vieilliront en toute sécurité, « *sans qu'on ait à procéder à des tests souterrains* » pour évaluer la sûreté des mécanismes censés contrôler leur fonctionnement. Le directeur de la NNSA²², John Gordon a récemment demandé à ses collaborateurs si le centre d'essais du Nevada était prêt à reprendre des essais nucléaires souterrains. Mais en fait, à l'origine de cette interrogation, il y a le souhait émis par le Pentagone et par le département américain de l'énergie (responsable de la mise au point des armes) de disposer d'un nouveau modèle de tête nucléaire.²³

En ce qui concerne le **renseignement**, l'accélération est manifeste : déjà en janvier 2001, juste avant de passer le relais, le président Clinton avait créé le CI-21 (contre-espionnage du XXI^e siècle), un super bureau destiné à protéger les secrets des

²⁰ *Le monde* 21/22 janvier 2001

²¹ voir en particulier la *nuclear posture review* de décembre 2001

²² national nuclear security administration

²³ *Le monde* 25 août 2001

Etats-Unis. Ce nouveau service est chargé de coordonner les efforts de toutes les agences concernées, comme le FBI (sûreté fédérale), la CIA (agence centrale de renseignement) et les différents organes spécialisés du Pentagone.²⁴

L'accélération touche aussi les moyens spatiaux : les Etats-Unis devraient employer, à partir de 2005 un réseau de satellites espions aux performances encore inégalées dans le monde. A ce titre, le groupe américain de défense Boeing a reçu au premier trimestre 2001 un contrat portant, à terme, sur un total de 25 milliards de dollars. Un des segments essentiels de cette nébuleuse du renseignement américain est le National Reconnaissance Office (NRO) qui pour le compte de l'armée de l'air américaine, est chargé de planifier l'espionnage par satellites et travaille en relation avec la National Security Agency (NSA)²⁵. Le NRO a longtemps été un service aux activités dissimulées et il aura fallu attendre une trentaine d'années, après sa création en 1961, pour que son existence soit officiellement reconnue, en 1992, par le Pentagone. Il mobilise un budget de 6 à 8 milliards de dollars. A l'heure actuelle, le NRO exploite, en permanence, six satellites espions : 3 de la classe KeyHole pour l'observation optique et infrarouge par beau temps ou temps couvert, et 3 autres de la classe Lacrosse pour la reconnaissance radar, par mauvais temps et de nuit. Le projet consiste à passer, dès 2005, à l'exploitation de 24 satellites espions en orbite haute. Selon la Fédération des scientifiques américain, c'est « le programme le plus cher dans l'histoire de la communauté du renseignement ». Il est baptisé Future Imagery Architecture. Comme pour la NSA, qui a lancé de son côté un programme (dénommé « Groundbreaker ») de rénovation de ses technologies à hauteur de 5 milliards de dollars sur dix ans, les activités du NRO bénéficient, s'ils en expriment le besoin, à quelques alliés des Etats-Unis (l'Australie, le Canada, la Grande Bretagne et la Nouvelle-Zélande) grâce à l'accord dit Ukusa qui règle l'échange d'informations secrètes entre ces cinq partenaires.²⁶

²⁴ *Le monde* 9 janvier 2001

²⁵ l'année 2001 a aussi été l'année où Desmond Perkins, qui n'était rien moins que le chef de bureau chargé du cryptage des communications de la Commission européenne, a été obligé de s'expliquer sur ses liens avec l'agence de renseignement américaine NSA. (*Le monde* 3 mars 2001)

²⁶ *Le monde* 28 mars 2001

Cette prétention à la surveillance mondiale ne va pas sans ratés et on sait qu'en avril 2001 un avion de renseignement électronique EP-3 E Aries II (Airborne Reconnaissance Integrated Electronic System) a été arraisonné, non sans mal, par des avions de combat chinois.²⁷

En ce qui concerne les **armes biologiques**, l'année 2001 aurait pu être celle de la conclusion des négociations entamées dix ans auparavant. Mais dès le mois de mai, des indiscretions laissaient entendre qu'un rapport confidentiel de l'administration Bush recommandait au gouvernement américain de refuser de signer, dans sa version actuelle, le projet de protocole au traité de 1972 interdisant la production d'armes biologiques.²⁸ De fait en juillet, Washington faisait connaître sa décision de rejeter le projet de protocole additionnel et le groupe de travail qui négociait depuis plus de six ans sur l'interdiction des armes biologiques n'a pas réussi à s'entendre sur un dispositif de contrôle. Bien que figurant parmi les 143 pays ayant ratifié ce traité, les Etats-Unis jugent les mesures proposées contraignantes – notamment à propos des secrets de fabrication dans les laboratoires – et considèrent que les inconvénients l'emportent sur les avantages.²⁹ L'échec était donc consommé avant même l'ouverture de la conférence à Genève en novembre 2001, mais un des experts participants jugeait que « L'échec de la Conférence relance la course aux armes biologiques ».³⁰

En ce qui concerne les **armes légères**, la conférence de New York en juillet 2001 dont l'objet était "d'inviter les pays à renforcer la lutte contre l'accumulation et le trafic d'armes légères", s'est terminée par un « programme d'inaction ». Cette

²⁷ *Air & Cosmos* 6 avril 2001. Cet incident n'est pas le premier ni le plus dramatique, sans remonter l'U2 de Gary power, on n'a pas oublié que dans les années quatre-vingt, les Russes avaient abattu un Boeing coréen au dessus des îles Sakhaline parce qu'ils l'avaient confondu avec un avion espion RC-135 de l'US Air Force. Ce Boeing avait pris l'habitude de faire de brèves incursions dans l'espace aérien soviétique pour contraindre les Russes à activer leurs systèmes de surveillance sol-air ainsi que les réseaux radio de l'aviation de combat.

²⁸ *Le monde* 22 mai 2001

²⁹ *Le monde* 26/27 août 2001

³⁰ *Le monde* 11 décembre 2001

conférence a opposé l'Union européenne et le Canada, d'un côté, aux Etats hostiles à toute réglementation contraignante sur les armes légères, parmi lesquels les Etats-Unis, la Chine et la Russie notamment. Dès le premier jour de la conférence, Washington a donné le ton en refusant toute négociation.³¹

En ce qui concerne les **mines antipersonnel**, les Etats-Unis ont refusé de signer le traité les interdisant. Ils sont actuellement détenteurs de 11,3 millions de mines antipersonnel, ce qui en fait le quatrième stock mondial après la Chine, la Russie et la Biélorussie et ils en ont entreposé chez certains de leurs alliés, comme l'Allemagne, le Japon, la Norvège, la Grande-Bretagne ou le Qatar.³² La question a reçu une nouvelle actualité avec les déboires des JSOW (joint standoff weapon) : ces armes guidées avec précision ont été employées au premier trimestre contre l'Irak mais sur 28 engins, 26 n'ont pas atteint leur cible. Or, ces systèmes à sous-munitions laissent ensuite sur le sol des composants dont les effets sont semblables à ceux des mines antipersonnel.³³ Mais les critiques exprimées à cette occasion n'ont en rien entamé le refus des Etats-Unis de s'associer au traité d'interdiction des mines antipersonnel.

L'ensemble de ces manifestations d'unilatéralisme ne relève pas de simples inflexions caractérielles ou conjoncturelles, elles constituent une politique; celle que Alain Joxe analyse dans "l'empire du chaos"³⁴ et qu'il résume en conclusion autour de seize "préceptes" destinés à maintenir ouvert le débat. Parmi ces seize préceptes, le deuxième éclaire utilement l'analyse des systèmes de production d'armement :

"Le militarisme d'empire met en forme le monde sous menace de mort.

³¹ *Le monde* 22/23 juillet 2001. Alors que le but était de lutter contre le trafic illicite des armes légères, les responsables américains ont présenté la conférence à leurs concitoyens comme une tentative de leur imposer une législation supranationale contraire au droit de porter des armes que leur garantit la Constitution américaine. (ibidem).

³² *Le monde* 3 mars 2001

³³ *Air & Cosmos* 9 mars 2001

³⁴ Alain Joxe, "l'empire du chaos. Les Républiques face à la domination américaine dans l'après-guerre froide", La découverte, Paris, 2002, 190

*Les Etats-Unis peuvent apparaître comme perfectionnant, par simple bon sens, les moyens de la guerre qui évolue nécessairement aujourd'hui avec le progrès des Technologies de l'information. Mais en amont de ce train-train militaire modernisateur, se tient un autre critère : une planification stratégique qui veut donner forme au monde.*³⁵

CONCLUSION

Une industrie d'armement autonome est la condition d'une stratégie autonome. Des progrès incontestables ont été réalisés en ce sens, notamment avec la naissance d'EADS, de Thales, de BAe Systems . Mais on voit bien le contraste entre le dynamisme du mouvement d'eupéanisation industriel et le mouvement d'eupéanisation politique, même si depuis Saint-Malo celui-ci a accéléré son pas : le corps de défense européen, n'est encore qu'une ébauche de défense européenne et sur le plan proprement dit de l'armement, l'OCCAR (organisme conjoint de coopération en matière d'armement) ne joue pas encore le rôle d'agence d'acquisition européenne qui devrait être le sien. Et on ne saurait tenir pour négligeables les retards qui s'accumulent pour des programmes aussi chargés de sens que l'avion A400M ou le missile Meteor. Les politiques ne pourront pas éternellement compter sur les industriels pour réaliser une Europe de la défense qui doit se constituer comme le moyen d'un libre-arbitre politique face aux tentations hégémoniques du "lonesome power" américain.

Jean-paul Hébert

³⁵ alain joxe; op.cité page 179

La tentative d'une industrie européenne de défense	1
L'Europe est la prochaine étape	1
Les difficultés de la période 1995-1997.	2
1999 : la naissance de l'Europe de l'armement	4
Les défis à relever :	6
Adapter la relation Etats- firmes aux nouvelles conditions économiques.	6
Elargir l'eupéanisation aux secteurs classiques	7
Construire un équilibre transatlantique.....	8
L'unilatéralisme et la course pour l'hégémonie	10
CONCLUSION	16